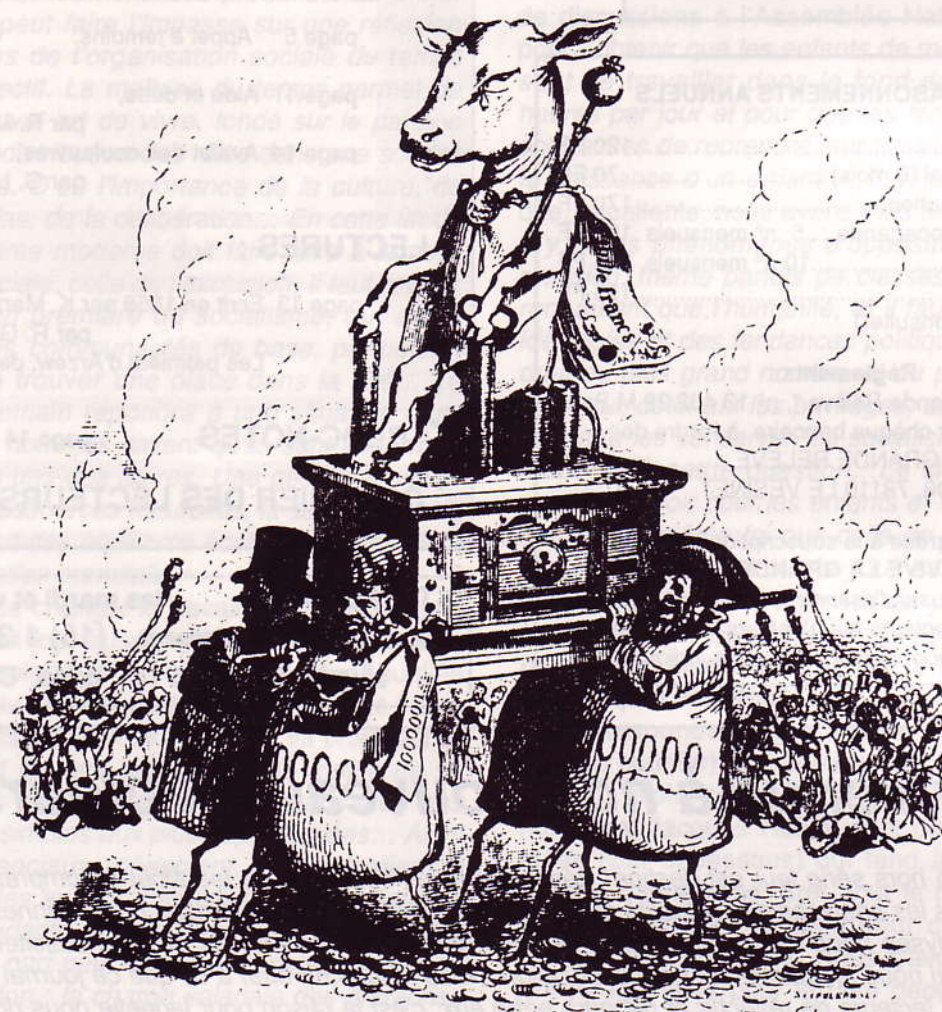


# LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES  
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

*Pour en finir avec le veau d'or ...*



GRANDVILLE. - « Adoration du Veau d'or », (Un Autre monde, 1844.)

*...prenez-vous par la main !*

M 1669 - 919 - 12,00 F



## AU SOMMAIRE DE CE N° 919 :

Directrice de la publication :  
**Marie-Louise DUBOIN**

Recherche et documentation :  
**René MARLIN**

Diffusion et relations extérieures :  
**André PRIME**

*Rédacteurs (tous bénévoles) :  
les abonnés qui le souhaitent.  
Les manuscrits sont choisis  
par le comité de lecture  
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.  
Diffusé par les N.M.P.P.

### TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France .....120 FF  
Abonnement d'essai (6 mois) .....70 FF  
Abonnement de soutien..... 170 FF  
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels .195 FF  
.....10 n° mensuels. 245 FF  
Etranger .....155 FF  
(Par avion, nous consulter)

#### Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris  
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :  
**LA GRANDE RELEVÉ**  
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal survit grâce à la souscription permanente  
**"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"**  
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal  
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens  
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

### \* ÉDITORIAL :

page 3 par M-L Duboin et J-P Mon.

### \* ACTUALITÉ :

page 4 Au fil des jours.

### \* ÉLECTIONS :

page 8 Adresse aux lecteurs.

page 9 Lettre à envoyer aux candidats,

page 10 questionnaire à leur faire remplir.

### \* RÉFLEXIONS :

page 5 Appel à témoins.

page 11 Aide et dette,  
par R. Marlin.

page 14 Avaler des couleuvres,  
par G. Lasserre.

### \* LECTURES :

page 13 Ecrit en 1858 par K. Marx,  
par R. Girard.  
Les palmiers d'Arzew, de G.Campos

\* **BLOC-NOTES** page 14

\* **COURRIER DES LECTEURS** page 15

**Téléphone :** les mardi et vendredi,  
*l'après-midi seulement,* (16) 1 30 71 58 04  
**Minitel :** 36 14 code CHEZ \* REIN.

## Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

*Un numéro hors série leur est destiné\*, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes.*

*A ces analyses nous ajoutons régulièrement les réflexions personnelles qu'elles suscitent de la part de nos abonnés, et qui nous les adressent pour publication. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux, c'est la raison pour laquelle nous donnons aussi le plus de place possible à nos rubriques "Tribune libre" et "Courrier des lecteurs".*

*Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible.*

*Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.*

La directrice du journal.

\* Nous l'offrons à nos nouveaux abonnés et l'envoyons sur demande (25 F,franco) aux lecteurs intéressés.

**Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents  
qui sont disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.**

Quoi qu'en disent parfois certains lecteurs, nos idées continuent à faire leur chemin et on trouve de plus en plus et partout des phrases qui pourraient être extraites de notre journal ! C'est ainsi que Michel Charzat, le rédacteur du nouveau projet et du programme du PS écrit dans un **Point de vue** intitulé "Au-delà de la social-démocratie" (1) : « Nous savons que nous vivons une nouvelle "grande transformation" du monde... La révolution de l'intelligence et la robotisation déclassent des secteurs entiers de l'appareil productif et provoquent une profonde recomposition des métiers et du salariat... Le socialisme, au dix-neuvième siècle, se présentait comme une civilisation du travail. Le socialisme de demain proposera l'utopie positive d'une société du temps libéré. La société actuelle ne parvient pas à distribuer de façon équilibrée le travail, le temps disponible et les richesses produites. Le projet progressiste ne peut faire l'impasse sur une réflexion radicale à propos de l'organisation sociale du temps individuel et collectif. La maîtrise du temps permet de concevoir un nouvel art de vivre, fondé sur le partage du travail et la redistribution des rôles dans une société de pleine activité. D'où l'importance de la culture, de l'école, des médias, de la délibération... En cette fin de siècle, le socialisme moderne doit faire face à la nouvelle question sociale, celle de l'exclusion. Il faut revenir à cette aspiration première du socialisme, qui est la reconstitution des communautés de base, permettant aux individus de trouver une place dans la cité... Le socialisme de demain répondra à une situation dans laquelle tous les hommes savent qu'ils sont désormais responsables les uns des autres. Une gestion saine et prévoyante des ressources naturelles, la sauvegarde de l'environnement et des équilibres écologiques appellent à une réglementation mondiale. »

Cette nécessité de changer le travail pour vaincre enfin le chômage se fait jour aussi (enfin !) chez les simples citoyens. En témoigne la lettre de R. Samuel publiée dans le courrier du *Monde* du 16 janvier, intitulée " Que les machines cotisent !" : « Le chômage va croissant et son financement devient problématique. Inutile de se voiler les yeux : rien n'arrêtera l'automatisation des tâches, des plus simples aux plus sophistiquées... Alors les partenaires sociaux négocient. Les cotisations à trouver seront-elles surtout supportées par les salariés au titre de la solidarité, ou doivent-elles principalement s'inclure dans la part patronale ? Tout cela procède de la même aberration : la charge salariale des entreprises augmentera, et ainsi ordinateurs, automates et robots deviendront de plus en plus rentables et les licenciements se multiplieront. Alors ? Un peu de morale et de bon sens ; taxons les coupables : que les machines cotisent ! Mais, dira-t-on, l'entreprise bénéficiera moins des avancées technologiques. Certes, mais il n'est pas absurde que les bénéfices du progrès reviennent, au moins partiellement, à l'unique héritier légitime de plusieurs millénaires d'ingéniosité technique : à l'homme lui-même. est-ce réaliste ? Quel critère pour faire payer tel ordinateur ou telle machine à microprocesseur ? Pas

de problème. on a su inventer des chevaux fiscaux pour faire payer les voitures, nul doute que nos énarques seront à même d'inventer des neurones fiscaux. Ils seront proportionnels à la capacité des machines taxées, à l'étendue de leur mémoire ou à la subtilité du silicium qui les compose. Et si nos experts en fiscalité complexe n'y parviennent pas, des programmes informatiques d'aide à la décision seront sans aucun doute disponibles pour les assister... »

Même le Président de la République, lors de la commémoration du Centenaire de l'Inspection du Travail, s'est déclaré favorable « à une nouvelle répartition du travail qui exige un réaménagement fondamental de l'organisation des entreprises... » Mais tout cela prend du temps, beaucoup de temps, car c'est d'une véritable révolution culturelle qu'il s'agit (d'un changement de civilisation disait J. Duboin). Rappelant qu'il a fallu des décennies de discussions à l'Assemblée Nationale et au Sénat pour « obtenir que les enfants de moins de dix ans cessent de travailler dans le fond de la mine quatorze heures par jour et pour que les femmes ne soient plus contraintes de reprendre leur travail trois jours après la naissance d'un enfant », F. Mitterrand a ajouté, ce que, impatient, nous avons tous tendance à oublier : « Il y a des phénomènes d'opposition, de groupes de pression, même parfois de classes sociales, qui dureront autant que l'humanité, et il faut bien qu'il y ait des idéologies et des tendances politiques qui défendent le droit du plus grand nombre et du plus modeste contre ceux qui, détenant les privilèges, ont tendance naturellement à les conserver. Le socialisme, c'est la réponse moderne à cette question... Le siècle prochain nous appelle à avoir pour les enfants et les petits-enfants du moment la même foi que celle de la fin du siècle dernier. Certains diront utopie. Oui, sans doute est-ce une utopie, car on n'arrive jamais au point que l'on désire lorsqu'on veut qu'une société reste vivante, ardente, généreuse. Mais il faut penser à cela : **l'homme n'a que ce qu'il construit...** »

Un correspondant de Marseille nous a envoyé (voir dans le courrier) une citation de ... Pythagore qui, par hasard, rejoint tout à fait cette dernière réflexion ! Et notre ami Jacques Robin vient de publier un appel à idées (voir ci-dessous) qui tend à nous faire œuvrer dans le même sens. Bref, tout le monde nous incite à nous prendre par la main pour construire un avenir meilleur que le présent. Nous n'avons pas attendu ces encouragements pour le faire depuis plusieurs décennies, mais cela fait plaisir.

Or, voici que des élections législatives risquent fort de faire basculer le destin des Français et c'est une occasion pour tous les distributistes de se mobiliser pour faire évoluer leur entourage. A cet effet, un correspondant de Gap nous a proposé un plan d'action que nous avons suivi. Vous le découvrirez plus loin, pages 8 à 10.

M-L Duboin et J-P Mon

(1) Le Monde du 16.1.93

Selon une enquête du Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie, les Français ont de plus en plus le sentiment de se restreindre. Il paraît qu'expliquer le comportement des consommateurs français relève de la gageure, que les théories économétriques ne se vérifient plus et que les observateurs doivent de plus en plus souvent faire intervenir des éléments psychologiques extrêmement difficiles à mesurer. Mais peut-être, après tout, est-ce seulement parce que c'est la crise !

Qui qu'il en soit, à côté de quelques évidences telles que : « *le sentiment de restriction est d'autant plus fort que le revenu est bas* » et qu'il n'est pas le même d'une région à l'autre parce que la situation économique n'est pas la même partout, l'enquête nous fait part de résultats intéressants et notamment de ce que « *c'est chez les retraités que ce sentiment est le plus faible* » parce que « *c'est entre soixante et soixante-dix ans que le revenu moyen par unité de consommation est le plus élevé...* ». Et dire que certains veulent voir augmenter la durée de la vie active !

Allant à contre-courant d'un certain nombre d'idées reçues, l'enquête montre aussi que « *s'ils avaient plus d'argent, les Français augmenteraient dans 85 % des cas leur consommation de vacances et loisirs...* »

Encore un petit effort et ils seront mûrs pour l'économie distributive.

J-P M.

\*\*\*

## Quelle pertinence !

D'après le Monde du 29 novembre, Madame Martine Aubry estime que « *nous n'avons pas les moyens de nous payer la retraite à cinquante-cinq ans* ». Et elle s'élève contre « *une espèce d'automatisme à remplacer les hommes par des machines* ». Nos lecteurs apprécieront la saveur de ces deux jugements.

\*\*\*

## Qu'en pensez-vous, RMistes ?

L'E.D.J. du 24 au 30 décembre 1992 a mené une enquête intéressante sur « *ces Français qui gagnent plus de 100.000 F par mois* ». Quand ce n'est que 100.000 F. ! (Souvenez-vous du bruit fait par les révélations du « *Canard* » sur le salaire mensuel de Calvet, patron de Peugeot-Citroën, - 180.000 F/mois -, quand ses ouvriers, dont beaucoup gagnaient 5.000 F, avaient déclenché une grève « *dure* »).

Nous ne retiendrons que deux « *révélations* » :

- Depardieu a touché pour « *Christophe Colomb* » 10 millions. Soit. Mais, pour sa pub pour une marque de pâtes, il a touché 7 millions. Calculez : en arrondissant, un RMiste perçoit 30.000 F par an. Il faudrait donc 233 années de RMiste pour gagner ce que Depardieu gagne avec cette seule pub.

- Martine Aubry, Ministre du Travail, gagne aujourd'hui 45.000 F/mois. Avant, elle était directrice générale adjointe de Péchiney au salaire mensuel de... 100.000 F/mois. (L'après-mars est, pour elle, assuré).

\*\*\*

## Jusqu'ou

### la descente aux enfers ?

Le 5 janvier - curieuse façon de présenter ses vœux - La Direction de Peugeot annonçait brutalement le licenciement de 2.597 personnes. Quand on sait que les bénéficiaires sont de 13 milliards de francs (lourds, bien sûr !), on peut paraître étonnés. Raison majeure invoquée : augmenter encore la productivité. Et de comparer, pour justifier cette politique, le nombre d'heures de Peugeot pour produire une voiture en comparaison du temps japonais.

On annonce d'autre part que Renault - 7 milliards de bénéficiaires - va devoir lui aussi prévoir un « *nouveau plan social* ». Traduisez.

Le 7 janvier, à la page 7 du Monde, on pouvait lire à la queue leu leu, les bonnes nouvelles suivantes, sur les licenciements :

- Radiall : 150 sur un effectif de 1.176
- Kléber-Industrie : 365 sur un effectif de 2.840
- Northwest Airline : 1.000 sur un effectif de 46.000

En 1992, il y a eu 550.000 licenciements économiques. Et chacun, à gauche comme à droite, prévoit que ça continuera en 1993. La barre des 3 millions de chômeurs est dépassée. Avec 600 à 700.000 RMI (à peine 1 sur 10 a pu être « *inséré* »), et tous les autres « *camouflages* » (CES, etc...) ce sont en gros - la droite, bien sûr, insiste sur ce chiffre, hélas près de la vérité - 5 millions de « *laissés pour compte* ». Si on ajoute leur famille - femme, enfants - cela fait combien de Français vivant en marge d'une société d'abondance ? On a beau jeu de dénoncer la société américaine avec ses 35 millions de pauvres (14 % de la population) ; nous atteignons sûrement le même pourcentage.

Jusqu'ou devra aller la descente aux enfers pour qu'on prenne les problèmes à la base... ou que ça craque ?

\*\*\*

## Aux armes, Citoyens !

Après la partition de la Tchécoslovaquie effective le premier janvier 1993, la Slovaquie (5 millions d'habitants contre 10 pour la République tchèque), qui compte 14 % de chômeurs, annonce la remise en marche de toutes ses industries d'armement... pour résoudre le chômage !

En effet, après la « *révolution de velours* », la Tchécoslovaquie avait réduit de 40 % ses fabrications d'armes. Or l'essentiel des industries d'armement se trouve en Slovaquie. D'où la décision que nous avons mentionnée. Il y a tant de foyers de guerre dans le monde qu'il faut bien approvisionner les belligérants !

A.P.

\*\*\*

## La moindre des choses, non ?

En Finlande, les mesures d'austérité prévues conduiront à une baisse de 4 % du revenu disponible de la population. Les quatre partis d'opposition souhaitent, eux, une stimulation de l'économie, faute de quoi, ils refuseront de voter l'augmentation de l'aide aux banques en difficulté.

J-P M.

## Quatre champs transversaux de propositions et d'actions

Les distributistes ne sont plus vraiment seuls. Déjà leur analyse de "ce qu'on appelle la crise" est de plus en plus reprise un peu partout, bien des esprits lucides osent admettre que, du fait de la "Grande Relève de l'homme par la science", le "plein emploi à plein temps pour tous", c'est fini. Certains se demandent même si créer des emplois "pour l'emploi" signifie quelque chose et quelques-uns enfin arrivent à comprendre que la croissance n'est pas la panacée...

La cause commençant à être comprise, reste à trouver la solution. Et l'on s'aperçoit, là encore, que nos propositions ne paraissent plus toujours utopiques... Il existe en France, et même ailleurs, des gens qui osent s'en rapprocher. Parmi ceux-ci, il faut citer le groupe de réflexion animé par Jacques Robin autour de sa publication "*Transversales S/C*". Pour faire avancer la réflexion, ce groupe vient de saisir au bond la balle lancée, en octobre dernier, par J. Delors déclarant qu'il y a urgence à "*combler le vide des idées*", en publiant, dans un récent numéro, la synthèse de "*leurs idées*" afin d'en débattre. J. Robin nous a demandé de reproduire cette synthèse dans nos colonnes afin que nos lecteurs contribuent, par leurs critiques et leurs suggestions, à la mise au point d'un projet d'action prioritaire. Il ne s'agit évidemment pas de proposer que l'économie distributive soit décrétée demain matin, dans sa totalité et dans le monde entier. Il s'agit de savoir si ce projet est une transition vers l'économie distributive et recueille le soutien des distributistes :

## Appel à témoins

### 1. Mettre en place un véritable partage du travail et des richesses produites dans le cadre d'une réorientation de l'économie.

"Changer l'organisation du travail" pour donner plus de polyvalence et de responsabilité aux acteurs, adapter la formation aux emplois mouvants, favoriser la création d'emplois de proximité sont de bonnes mesures de transition : **elles resteront stériles si elles ne mènent pas au partage du travail et la répartition des richesses produites.**

Mais au-delà, le partage du travail tel que nous l'envisageons ne s'identifie pas à cette "*vieille lune*"(1) des réductions généralisées de sa durée, (en marche vers les 35 heures hebdomadaires !). Il ne peut s'agir pour nous que d'un effort massif différencié dans ses applications et concerté des pouvoirs publics, des entreprises et des citoyens pour obtenir un partage de la durée du travail **négocié par branches et par lieux** en faisant interagir la réduction systématique de la durée pour chacun et le gain de productivité pour tous. Il faut en même temps, comme le proposent André Gorz et d'autres, créer des espaces d'autonomie dans lesquels le temps libéré du travail traditionnel puisse être dévolu par les femmes et les hommes à des activités de leur choix, notamment sociales, écologiques et culturelles. Il s'agit d'une **politique d'ensemble** qui conduit à repenser aussi bien l'urbanisme que les rapports ville/campagnes, les équipements publics, etc...

Toutefois la généralisation du chômage actuel et à venir dans les prochaines années impose d'associer à un tel partage un **revenu minimum garanti à chacun** (2). Ses effets pervers répertoriés sont secondaires par rapport à la nécessité de son application graduelle dans un délai d'une décennie, et avec des étapes bien choisies ; là encore plus qu'ailleurs faudra-t-il faire preuve d'imaginatiouon et favoriser les expériences pilotes. Ce revenu de citoyenneté présente aussi le grand intérêt

d'une éducation à une économie plus distributive.

De telles perspectives rendent obligatoire de **limiter la sphère du marché**. La logique du marché est impaire : maximiser le rendement des facteurs mis en œuvre. On ne peut y toucher sans la casser. Mais la rationalité économique du marché conduit nécessairement à une logique d'extension illimitée : il est donc nécessaire, tout en lui donnant pleine latitude dans son domaine propre, de borner ses ambitions. Une économie **avec** marché (et non **de** marché) doit faire toute sa place à l'économie d'utilité sociale (mutuelles, coopératives, associations...) avec sa logique de coopération et d'autonomie de résultats dans des sphères comme celles de la santé, des arts, de la culture... Une telle perspective non unidimensionnelle (Passet, Bartoli, Daly...)(3), si elle facilite les problèmes de la production par le développement de l'automatisme, s'ouvre alors aux problèmes de la "*distribution*" de biens produits, en même temps qu'à un "*développement soutenable*" satisfaisant aux exigences économiques de l'écologie. Il faudra aussi **infléchir le contenu quantitatif de La Croissance** mesurée par le PNB. Efforçons-nous donc de répondre à la suggestion de J. Delors : "*imaginer de nouvelles logiques de productivité et d'échange*".

Cette orientation macro-économique postule un **arbitrage**. Ce ne peut être celui du marché, myope et ne connaissant que ses propres fins. C'est **aux Pouvoirs publics démocratiquement élus, mais aussi confortés par les réseaux de citoyenneté active** (4), d'exercer cette fonction d'arbitre. Ils auront à se garder d'intervention comme prestataires de services. Leur arbitrage a un double rôle : d'abord celui d'une instance capable "*d'intégrer le futur*" et d'aménager, face aux innovations technologiques, le "*temps*" (5) nécessaire aux adaptations sociales et culturelles ; puis celui d'un lieu où se définissent les règles du jeu pour le fonctionnement des pratiques de production et d'échanges.

Une telle économie, cependant, doit pouvoir satisfaire de façon acceptable aux exigences de l'écologie.

## 2. La contrainte écologique comme ouverture sociale et culturelle

...Les données nouvelles de l'écologie scientifique globale (...) imposent à l'économie des contraintes qu'elle ignorait jusqu'ici. Peut-on espérer limiter le pillage des ressources naturelles, recycler les déchets, développer des techniques moins agressives pour l'environnement par des réglementations, des taxations, des subventions et l'internalisation des coûts dans les prix du marché, afin de se tenir en-deçà des seuils de tolérances à la pollution indiqués par les scientifiques ?

Il n'en est rien, même à échéance moyenne, pour deux raisons majeures. D'abord en étendant la croissance quantitative et l'économie de marché aux autres pays de la planète, on aurait vite fait de franchir de tels seuils, sauf à interdire le développement des 3/4 des pays de la Terre et à condamner alors leurs habitants à la seule survie, ce qui condamnera à mort de nombreux écosystèmes rendant la situation explosive à l'échelle de continents.

L'autre raison est aussi forte. A. Gorz la fait bien valoir : *"une restructuration éco-compatible de la production et de la consommation"* ne peut se concevoir qu'en rétablissant *"politiquement la corrélation entre moins de travail et moins de consommation d'une part, plus d'autonomie et plus de sécurité existentielles, d'autre part, pour chacun et chacune. Il s'agit, autrement dit, de garantir institutionnellement aux individus qu'une réduction générale de la durée de travail ouvrira à tous les avantages que chacun pouvait en obtenir jadis pour lui-même : une vie plus libre, plus détendue et plus riche. L'auto-limitation se déplace ainsi du niveau de choix individuel au niveau du projet social"* (6).

...Nous avons dans nos Propositions à Rio (7)...indiqué trois priorités essentielles :

- **s'engager au-delà des ambiguïtés du rapport Brundtland...** Ce qui s'impose, c'est d'ouvrir aux pays pauvres l'accès aux sources d'énergie dont ils ont besoin, dans les meilleures conditions d'économie écologique ; et dans le même temps, réduire la consommation d'énergie, en particulier d'énergie froide, chez les riches.

- **répondre au défi démographique.** Pour nous sortir du cercle vicieux : misère économique-escalade démographique-aggravation écologique de leur misère économique, il faut pour le moins leur assurer un minimum de protection sociale, notamment par l'intermédiaire des ONG, et surtout, obtenir l'adhésion des femmes aux pratiques de la contraception par l'éducation et leur insertion économique et sociale.

- **généraliser des modes de décision démocratiques.** L'objectif à long terme ne peut être que l'institution d'une Autorité Mondiale ayant pouvoir d'arbitrage entre les impératifs de l'environnement, du développement et de l'énergie. En attendant, un Haut Comité Consultatif, composé de "Sages", pourrait être créé sur le modèle de la Cour Internationale de Justice de la Haye où les citoyens seraient entendus au même titre que les ins-

tances gouvernementales. Il est indispensable d'obtenir que les ONG participent non seulement aux discussions, mais aux prises de décision dans les conférences internationales sur l'environnement et le développement et qu'elles soient associées à l'immense effort d'information et d'éducation nécessaires, tant à l'école et à l'université que dans les médias.

## 3. Pour un mouvement de citoyenneté active

(...) De même que le travailleur est expulsé de son atelier, **le citoyen est forclos de la vie publique.** En tant qu'individu, que personne active, le citoyen est tout au plus considéré comme un consommateur et un usager. Il est dépossédé de la possibilité d'intervenir dans sa propre existence de citoyen, dans la ville qu'il habite, les transports qu'il utilise, le travail qu'il accomplit, dans son environnement, etc.

C'est pourquoi nous soutenons les initiatives qui visent à aménager les **instances démocratiques représentatives** par des propositions telles que : pratiquer l'alternance par l'inéligibilité plus de deux fois à un mandat important ; intéresser les Parlements élus aux objectifs à long terme ; utiliser les technologies informationnelles pour des consultations périodiques des citoyens sur les enjeux de société à moyen et long terme ; créer des instances d'évaluation permanentes avec la participation des principaux acteurs de la société...

Mais c'est au niveau du citoyen lui-même, dans sa vie quotidienne, que se situe le déficit démocratique que l'on constate dans tous les domaines. Pour combler il est nécessaire de le réintéresser à **une citoyenneté active et à la vie associative** dans la ville, l'espace rural, l'entreprise, mais aussi dans l'appropriation du savoir, la maîtrise de la santé, la créativité artistique...(8). Partenariat, pluri-appartenance, échange des savoirs, d'expériences, ces données au lieu d'être stérilisées dans des banques sont à **mettre en réseau.** C'est ainsi que se préparera la relève des corps intermédiaires, en particulier des partis politiques et des syndicats...

Pour traiter la complexité des actions à entreprendre et résoudre les conflits d'intérêts, il faudra faire appel à toutes les médiations possibles, ainsi qu'au sens de la solidarité qui sommeille en chacun. Il sera nécessaire aussi d'évaluer le mode d'utilisation des nouveaux outils des technologies informationnelles utilisables pour un renouveau des pratiques démocratiques (à condition que ces outils restent bien "à disposition") ; de pousser la réflexion sur le fonctionnement des réseaux, en particulier sur les conditions des réseaux ouverts (9) ; de pratiquer des expériences au niveau européen et de poursuivre au niveau planétaire les débats de citoyenneté active que le Forum des ONG avait engagé au Sommet de la Terre de Rio.

**C'est bien l'élaboration d'un mouvement de citoyenneté active** fonctionnant sur une logique de réseaux qui permettra d'avancer. Le partage du travail et des

richesses dans une économie réorientée au service des hommes, l'écologie comme ouverture au social, l'émergence d'une citoyenneté active, comment entreprendre ces travaux d'Hercule sans une éthique où notre société déboussolée pourra trouver son sens ?

#### 4. Une éthique générale pour nous civiliser

Aucune civilisation ne peut "faire l'économie" d'une éthique capable de jauger la conduite des hommes et des sociétés... Au nom de quoi justifier les interventions sur le patrimoine génétique de l'homme ? Comment éviter que les avancées de l'intelligence artificielle n'étouffent les ressources encore à peine explorées de l'intelligence naturelle, alors qu'elles devraient permettre de les découvrir ? Faut-il poursuivre les recherches sur la bombe atomique, les armes bactériologiques, la "guerre des étoiles" ? Comment faire comprendre qu'en détruisant l'une après l'autre les espèces végétales et animales de la Terre, nous nous privons de la diversité génétique qui a permis l'émergence de Sapiens ? Et que par les rejets de notre industrie dans la biosphère, nous scions la branche sur laquelle nous sommes assis ?

...Ce qu'il nous faut, **c'est concevoir une perspective éthique générale.** ...Sur quoi proposons-nous de nous appuyer ? C'est en creusant **le concept et les pratiques de la responsabilité** (10) que nous pouvons faire des pas en avant et dégager les lignes d'une éthique pour notre civilisation industrielle et technicienne qui ne nous parle que de puissance, de maîtrise de la nature, de soumission des "autres".

...**Vis-à-vis de la Nature**, nous n'avons ni à lui rendre un culte, ni à lui prêter un visage humain. Mais nous ne pouvons plus la réduire à l'état d'objet manipulable par la science. **Démêler la complexité de nos rapports avec la nature : c'est à quoi l'éthique de la responsabilité nous convie.**

Il en va de même, pour nous occidentaux, dans nos rapports avec les "autres"...C'est ...en nous ouvrant à l'altérité sous toutes ses formes, dans les autres cultures comme dans la nature que, sortant enfin de notre égocentrisme et de notre ethnocentrisme, nous prendrons la pleine mesure de notre responsabilité.

**Nous avons à insérer cette éthique dans nos attitudes quotidiennes**, qu'elles s'exercent dans le quartier, la ville, l'espace rural, l'entreprise, l'environnement, la communauté, la culture. Elle s'applique aussi à la politique et Vaclav Havel l'a bien dit :(...) «*La vraie politique, la seule digne de ce nom, et d'ailleurs la seule que je consens à pratiquer, est la politique au service du prochain. Au service de la communauté. Au service des générations futures. Son fondement est éthique, en tant qu'elle n'est que la réalisation de la responsabilité de tous et envers tous*» (11).

\*\*\*

C'est sur ces idées et ce projet qu'à Transversales S/C nous sommes au travail depuis trois ans. Comment lui

faire prendre corps ? Le soutien confirmé de nos lecteurs, l'apport nouveau de nos Clubs GRIT, la résonance avec les équipes qui poursuivent des objectifs proches des nôtres dans les milieux écologistes, associatifs, scientifiques et dans les mouvements de citoyenneté active, sont autant de précieux encouragements.

Mais il est clair que nous ne pouvons avancer qu'en élargissant le débat. C'est pourquoi nous faisons appel à la **discussion avec d'autres "témoins" de notre temps**, dont les options peuvent différer des nôtres - pourvu qu'ils partent de la même problématique que nous, ou pour le moins qu'ils la prennent en considération - celle d'une crise sans précédent dans notre histoire. Faute de quoi le débat sur les objectifs n'aurait plus d'intérêt.

En particulier, **nous faisons appel à nos partenaires de l'Europe**, s'ils pensent comme nous que notre "Vieux Continent", au lieu de s'épuiser dans la concurrence avec les Japonais et les Américains et ses conflits internes, trouvera son nouveau visage en œuvrant pour l'épanouissement de ses citoyens, mais aussi pour le soulagement des populations du Quart-Monde, actuellement écrasés par la férocité de la compétition internationale.

— — —

(1) Alain Lebaube, "La vieille lune du partage du travail" Le Monde, 20 octobre 92.

(2) Voir "Garantir le revenu, une des solutions à l'exclusion" Transversales S/C, Mai 92.

(3) René Passet "L'économie : des choses mortes au vivant" Encyclopedia Universalis, 1985. Henri Bartoli "L'économie multidimensionnelle" Economica 1992. Herman Daly "Il n'y a pas de croissance durable" Forum du développement, Revue de l'ONU, 1991.

(4) **NDLR de la Grande Relève** : Nos lecteurs feront certainement le rapprochement entre cette proposition et celle du **Contrat Civique** que nous avons présentée ici dès juin 91 dans notre N° 901; les organismes démocratiques chargés d'examiner les CC jouent précisément ce rôle d'arbitres démocratiques.

(5) Philippe Delmas "Le maître des horloges" Ed. Odile Jacob, 1991.

(6) André Gorz, "L'écologie politique entre expertocratie et auto-limitation" (à paraître).

(7) Voir dans le numéro 15 de Transversales S/C "Propositions pour Rio et priorités pour l'après-Rio"

(8) Voir dans le numéro 15 de Transversales S/C l'article de P. Viveret.

(9) Voir dans le numéro 18 de Transversales S/C l'article de Claire et Marc Héber-Suffrin.

(10) Les écrits de Hans Jonas, entre autres se reporter à "Principe de responsabilité", Ed. du Cerf, 1990, "Interview Esprit" par Dominique Bourg, mai 1992, "Réflexion de Paul Ricœur" Le Messager européen, n° 5, 1992 sont un important point départ, mais nous avons à aller plus loin : Jonas nous convie certes à assumer la responsabilité de nos pouvoirs, mais il ne nous apprend pas à en prendre la juste mesure dans l'univers ainsi qu'à prendre conscience du savoir qui nous procure ces pouvoirs.

(11) "Méditations d'été" paru dans Libération du 7 octobre 1991.

# **élections législatives des 21 et 28 mars 1993**

## **adresse à tous nos lecteurs**

Les élections doivent être une occasion de faire connaître les principes de l'économie distributive, d'abord aux candidats députés, ensuite, à travers eux, si nous avons réussi à les convaincre, à un nombre important d'électeurs.

Mais pour cela, il faut que **vous**, lecteurs de *la Grande Relève* ou sympathisants de l'économie distributive, vous impliquiez **personnellement** dans cette action.

Voici comment. Suivant une suggestion d'un lecteur de Gap, nous vous invitons **tout d'abord** à écrire aux candidats de votre circonscription des divers partis (à l'exception de ceux du Front National...) pour leur demander quelle est leur position sur le plein emploi, les solutions qu'ils proposent afin de solvabiliser les gens sans ressources, etc, en insistant bien sur le fait que leurs réponses orienteront nos votes et ceux de nos amis. Pour vous faciliter ce travail et économiser votre temps, nous avons préparé une **lettre d'envoi** et un **questionnaire** dans les deux pages suivantes de ce numéro (soit un recto-verso). Il vous suffira de les adresser aux divers candidats de votre circonscription en faisant les photocopies nécessaires.

N'oubliez pas d'y porter **votre adresse complète** pour que les candidats puissent vous répondre(1).

**Dans une seconde étape**, lorsque vous aurez reçu des réponses ou que vous participerez à des réunions électorales, vous pourrez leur faire connaître les grandes lignes de l'économie distributive en leur diffusant le tract : "**Avez-vous pensé à ceci ?**", le **numéro hors série** de la *Grande Relève* de janvier 1992, ou encore les diverses brochures que nous vous proposons régulièrement dans le journal(2).

Quelle que soit la démarche que vous entreprendrez, n'oubliez pas que vous aurez d'autant plus de chances de convaincre vos interlocuteurs que vous leur donnerez l'impression que **c'est eux qui ont trouvé la solution** et non pas vous qui la leur avez assénée.

Voici une bonne occasion d'agir pour ceux qui se plaignent d'un manque d'actions concrètes. Après tout, la démocratie, qui fait partie de notre idéal commun, cela consiste à s'impliquer personnellement pour défendre ses convictions ! Alors, tous au travail, et bon courage !

(1) Merci de nous faire part des réponses reçues, même négatives ou partielles, nous pourrions éventuellement en dresser le bilan.

(2) N'hésitez pas à nous demander la documentation dont vous pourriez avoir besoin. (Joindre 15 F pour frais d'envoi. Merci).



envoi de M.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

le .....1993

à M.....  
candidat aux élections législatives  
de.....  
.....  
.....  
.....

M .....,

*Permettez moi tout d'abord de vous féliciter d'avoir déposé votre candidature à la députation. Il va vous falloir en effet beaucoup de courage pour mener à bien pareille tâche, car vous avez dû mesurer l'ampleur des dangers qui nous menacent, tant au plan intérieur (chômage, racismes, drogue, délinquances) qu'au plan international (risques de guerre, dans les Balkans par exemple, famines dans le monde...).*

*Bien qu'appartenant éventuellement à des partis de sensibilités politiques différentes, mes amis et moi-même, en tant qu'électeurs, ne nous sentons liés par aucune consigne d'état-major et sommes décidés à nous déterminer en fonction des réponses que nous recevrons à un certain nombre de questions qui nous paraissent désormais concerner un enjeu de société qui transcende les programmes des partis politiques.*

*C'est pour nous aider à choisir des députés décidés à s'intéresser aux vrais problèmes et à agir pour y porter remède, que je me permets de vous soumettre le questionnaire ci-joint en vous demandant de prendre la peine d'y répondre personnellement et de nous le retourner dès que possible.*

*En vous en remerciant à l'avance, je vous souhaite bonne chance.*

signature

*P.S. Un dernier mot : inutile de nous envoyer tracts et professions de foi électorales de votre parti en guise de réponse, nous prendrions cela pour une échappatoire.*

# ***questionnaire aux candidats députés :***

OUI NON

**Pensez-vous :**

*(vous pouvez répondre simplement par oui ou non en cochant d'une croix en regard dans une des deux colonnes de droite)*

1. que la croissance du *chômage* soit un phénomène conjoncturel ? .....  
un phénomène typiquement occidental ? .....  
mondial ? .....
2. que malgré l'accroissement du chômage, la *richesse du pays* augmente ? .....  
.....
3. qu'il soit possible de produire encore *plus* avec encore *moins* de travail ? .....  
.....
4. que l'augmentation d'*investissements productifs* contribue à la *diminution du chômage* ? .....  
.....
5. que la *croissance* favorise l'emploi ? .....  
.....
6. que la croissance soit simultanément possible dans tous les pays ? .....  
.....
7. qu'il soit nécessaire de diminuer fortement *la durée du travail* pour vaincre le chômage ? .....  
.....
8. Si oui, faut-il diminuer simultanément *les salaires* ? .....  
.....
9. Dans l'affirmative, faut-il solvabiliser autrement les salariés afin qu'ils puissent continuer à acheter ? .....  
.....
10. Pensez-vous que le lien entre revenu et travail soit intangible ? .....  
.....
11. Croyez-vous *matériellement* possible de fournir de quoi vivre décentement à tous les citoyens, *indépendamment* de leur emploi ? .....  
.....
12. Est-ce *financièrement* possible actuellement ? .....  
.....
13. On ne produit aujourd'hui que pour vendre, donc en fonction des seuls besoins *solvables*, pensez vous qu'il soit possible de faire autrement ? .....  
.....
14. Pensez-vous que l'extension de la pauvreté soit imputable au gouvernement ? .....  
au système économique ? .....
15. **Envisagez-vous** une façon d'adapter les moyens de production qui existent afin de faire disparaître la faim, la pauvreté et l'exclusion ? .....  
.....

Si oui, laquelle, au plan national, au plan européen et au plan mondial ?.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

---

à retourner à M. ....  
.....  
.....  
.....

## Aide et dette

par René Marlin

Oui le marché libre n'est qu'un leurre. Afin d'éviter, dans ce domaine, la détérioration des termes de l'échange, les nations productrices qui en avaient conscience ont créé l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole - OPEP - le 14 septembre 1960. Leurs dirigeants ne voulaient plus que les prix du brut soient, comme ceux du café et du cacao le sont encore, soumis à la volonté de quelques spéculateurs internationaux réunis à Londres.

### Les origines de la dette

Il en résulte des limitations concertées de production et donc des augmentations des cours que l'Ouest, jamais en manque de médiatisation et de catastrophisme, baptisa "chocs pétroliers". Le premier se produisit en 1973-1974 avec pour effet de porter le baril aux alentours de 11 dollars courants et le second eut lieu en 1979-1980 et poussa les prix au-dessus de 30 dollars inconstants. Les pays industriels, habitués à piller le tiers-monde en lui "achetant" ses matières premières à des tarifs de misère, durent s'adapter. Ils le firent en luttant contre les gaspillages d'énergie fossile et en diversifiant leurs sources ; en France, le nucléaire subvint pour 75 % à la fourniture d'électricité.

Les banquiers occidentaux, à l'affut de gains faciles et rapides, voulurent profiter de cette situation. Ce fut la course effrénée à des prêts aux pays en voie d'industrialisation, producteurs de pétrole : Gabon, Irak, Mexique, Nigéria, Vénézuéla, etc. A cette époque, les grandes monnaies perdaient régulièrement une bonne partie de leur valeur d'échange et les taux d'intérêt dépassaient 15 %. Les mesures prises par l'Occident et les dissensions entre exportateurs ramenèrent le pétrole aux alentours de 20 dollars le baril. Les espoirs de profits s'évanouissaient. Les banquiers ne voulurent rien céder : ni sur les montants, ni sur les taux. Les dirigeants des pays les plus riches, bien obligés, concédèrent quelques ajustements et échelonnements, mais le FMI se montrait intransigent. Gardien de l'orthodoxie, il prétendait obliger les pays les plus endettés à des mesures de restrictions budgétaires, d'économies forcées, de contrôle des salaires telles que plusieurs contrées, d'Amérique latine notamment, se trouvèrent au bord de la guerre civile et ont le plus grand mal, encore aujourd'hui, à se sortir de cette situation.

### L'état de la dette

Dans son récent livre *"L'effet boomerang - Choc en retour de la dette du tiers-monde"* (1) Susan George aidée de ses collaborateurs du *"Transnational Institute"* d'Amsterdam complète les thèses déjà esquissées dans *"Jusqu'au cou"* (2).

De ce nouvel ouvrage, nous extrairons seulement quelques chiffres significatifs repris de l'OCDE. Entre 1982 et 1990 les sommes totales privées et publiques, aides, crédits et dons versés aux PVD se sont montées

à 927 milliards de dollars. Durant la même période, les PVD ont acquitté 1.345 milliards de dollars en intérêts et principal aux pays du Nord. Soit une différence de 418 milliards de dollars en faveur des pays riches. A titre de comparaison, le plan Marshall avait abouti au transfert vers l'Europe de 14 milliards de dollars en 1948, soit environ 70 milliards de dollars 1991. Malgré cela, la dette des pays pauvres s'est accrue de 61 % en 8 ans. Elle a atteint les 1.000 milliards de dollars en 1985 et stagne, d'après la Banque Mondiale, aux alentours de 1.350 milliards de dollars depuis 1990 (3).

Encore plus terrible peut-être, le montant des créances sur les pays africains a doublé depuis 1980, selon le secrétariat général des Nations-Unies et équivaut à 90 % du produit intérieur brut global annuel. Le service de la dette, c'est-à-dire le paiement des seuls intérêts, s'élève à 21 % des recettes dues aux exportations africaines. Pour trois pays : Mozambique, Soudan et Somalie (!) ce pourcentage est de 1.000 % (3).

### Conséquences de la dette

Susan George montre les rapports entre la dette et les fléaux qui accablent notre monde :

- . Les habitants des pays forestiers n'ont d'autres ressources que la déforestation afin de tenter de se désendetter. Cette pratique conduit à l'épuisement des sols, à la désertification, à la disparition de certaines espèces végétales et animales. Elle se répercute sur toute la biosphère.

- . Les paysans, surtout latino-américains où la culture de la coca est traditionnelle, sont contraints, pour survivre, d'intensifier la production. De l'offre à la demande, les pays concernés (Bolivie, Colombie et Pérou) exportent vers les pays riches sans parvenir à se désendetter vraiment. Dépendance, violence, répression, corruption, trafic ne sont que quelques-unes des conséquences tragiques qui des pays producteurs essaient vers les pays consommateurs et réciproquement.

- . Les grandes banques qui ont consenti des prêts irréflechis, loin d'en subir les conséquences, réussissent à en reporter le fardeau sur les contribuables des pays riches. Par les moyens des "provisions" ou "réserves pour pertes sur prêts" inscrites à leur bilan, elles font baisser leurs bénéfices imposables et obtiennent des crédits d'impôt. Elles achètent à bon compte des entreprises dans les PVD (Plan Brady-1989). En plus des 615 milliards de dollars qu'elles ont reçus de leurs débiteurs entre 1982 et 1989, elles ont récupéré environ 80 milliards de dollars en crédits d'impôts, subventions déguisées ou taxes non perçues. Tout cela dans le plus parfait secret bancaire et le silence des médias.

- . Les pays endettés doivent évidemment renoncer à importer, ce qui a provoqué le déclin du commerce occidental, la perte de marchés, en particulier agricoles et le chômage correspondant, soit une perte (?) de 1,8 mil-

lion d'emplois aux Etats-Unis selon Stuart Tucker (4). Notre auteur dénonce le rôle des élus et surtout des intellectuels et des économistes payés pour faire croire aux populations que tout cela est normal et que la seule solution, c'est le marché et la privatisation. Elle cite à cet égard Adam Smith qui accusait déjà, contrairement à toute attente : «... une classe de gens dont l'intérêt ne saurait jamais être exactement le même que l'intérêt du public, qui ont, en général, intérêt à tromper le public et même à l'opprimer et qui, en conséquence, ont déjà fait l'un et l'autre en bien des occasions»(5).

## Autres effets de la dette

Bien qu'elle ne soit pas directement liée à la dette, l'immigration est un autre phénomène majeur et irréversible de cette fin de siècle. Les masses humaines des pays pauvres n'ont pas de choix alternatif pour survivre que de se rendre dans le Nord pour ceux du Sud, et dans l'Ouest pour ceux de l'Est. Ainsi l'Espagne, la Grèce, l'Italie et le Portugal, de pays d'émigration sont devenus pays d'immigration. Susan George esquisse des solutions qui pourraient être de réserver des secteurs économiques comme le textile, la métallurgie et les travaux publics aux PVD. Comme certains, elle propose, sans en indiquer les moyens, de créer sur place les conditions qui permettraient de retenir les autochtones, en particulier les meilleurs d'entre eux qui sont tentés de partir.

Enfin les rapports entre la guerre et la dette sont examinés en commençant par le dernier conflit du golfe. L'auteur rappelle les origines de l'opposition Irak-Koweït à propos du remboursement d'une dette de 12 milliards de dollars que le Koweït mettait l'Irak en demeure de rembourser, alors que les Irakiens estimaient que c'était une dépense faite pour la cause arabe en général. Par contre, le retournement égyptien en faveur des Etats-Unis a été grassement payé par 25 milliards de dollars d'effacement de dette et de subventions. Les effets de cette guerre ont été catastrophiques pour le Bangladesh, le Yémen, la Jordanie et quatorze pays africains déjà aux abois.

Des violences dues à la dette se sont produites à l'intérieur de quatorze pays depuis l'Argentine jusqu'à la Zambie en passant par Haïti et le Mali. On pourrait y ajouter la Somalie... Un tableau, parmi beaucoup d'autres, montre clairement que le pourcentage des dépenses dues au service de la dette ajoutées aux dépenses militaires qui atteint 67 % au Salvador, 66 % en Bolivie et 65 % en Colombie est clairement en relation avec les guerres internes qui s'y déroulent.

En conclusion, Susan George invite ses lecteurs à agir à temps.

## Les palliatifs

Parmi les solutions aux problèmes posés par la dette, Susan George cite évidemment l'annulation partielle ou totale. Même s'il est vrai que cette proposition ne serait pas aussi catastrophique que l'on croit pour les banques en raison des provisions pour risques qu'elles ont accumulées, il n'en reste pas moins qu'elle serait du plus mauvais effet à l'égard des débiteurs actuels ou

futurs. Les capitalistes ne peuvent pas laisser s'accréditer l'idée que les crédits qu'ils consentent pourraient ne pas être remboursés. L'existence même du prêt à intérêt et donc du régime lui-même pourrait en être menacée. C'est évident en théorie et a été manifesté dans la réalité lorsque Alan Garcia, ex-président du Pérou, annonça, en 1985, qu'il limiterait le service de la dette à 10 % des recettes d'exportation de son pays (6). Le Pérou fut déclaré "inéligible" à de nouveaux prêts pendant quatre ans qui furent un véritable calvaire.

En fait et malgré tout son courage, Susan George n'ose pas s'attaquer à la véritable racine du mal qui n'est pas, comme elle le croit, la mauvaise volonté, l'ignorance, la bêtise et les crimes des dirigeants politiques et financiers, mais le système capitaliste qui nous oblige tous à de telles perversités pour obéir à ses règles et principes.

## L'alternative

L'économie distributive en sa pleine réalisation est, il est vrai, réservée aux pays où une abondance peut être obtenue. Il n'est pas question d'en rechercher l'application immédiate dans des contrées en état de pénurie. Mais, tout le monde l'a bien observé à propos de la famine en Somalie, les mises en jachère, les limitations de production, les quotas, les stockages, les destructions de produits alimentaires sont insupportables devant la faim à nos portes (7).

Une vraie solution applicable dès maintenant consisterait donc à solvabiliser les besoins fondamentaux d'abord. Afin d'éviter les détournements, une monnaie verte internationale pourrait être utilisée en faveur des populations les plus démunies par le moyen d'une affectation personnelle et non d'une aide au niveau des Etats.

Rien ne s'opposerait plus à ce que tout l'appareil productif tourne, au régime le plus élevé écologiquement possible, en faveur des affamés. Les transferts de connaissances et de technologies permettant aux PVD d'accéder à l'autosuffisance pourraient être utilisés à plein sans être entravés par la crainte d'une concurrence future. L'arme de la faim ne pourrait plus être utilisée pour asservir les Etats pauvres. Il ne serait plus nécessaire de fabriquer des armes pour soutenir l'emploi. Cela permettrait des économies énormes de matières premières, d'énergie, de travail physique et intellectuel. Les biens durables : automobiles, habillement, électroménager, récepteurs radio-TV, etc... pourraient être produits non pas en vue de leur remplacement rapide, mais pour subsister, par exemple, deux fois plus longtemps. C'est techniquement tout à fait possible. Les énormes progrès scientifiques acquis et en cours devraient être utilisés en vue d'économiser les ressources non renouvelables de la planète et pas pour les gaspiller.

C'est à ce prix, bien faible eu égard au bénéfice à en attendre, que toutes les catastrophes qui nous sont promises, pourraient être évitées. Serons-nous assez sages pour en faire notre priorité et assez fous pour y croire suffisamment et exiger le socialisme distributif ?

(suite page suivante)

Fidèles à notre souci d'objectivité, même si cela implique de ne pas suivre la mode, nous publions ci-dessous un texte qui révèle, fut-ce avec un siècle de retard, un aspect significatif de la pensée de K. Marx et qui est généralement passé inaperçu. Il s'agit d'un passage des *"Principes d'une critique de l'Economie politique"* rédigé par Marx en 1858, publié pour la première fois en 1939 dans *"Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie"* (1). Elle se trouve dans les Œuvres de la Pléiade (2) et a été reprise dans *"Les chemins de l'émancipation humaine"* (3).

## Ecrit en 1858...

par Rosan Girard

La note 1 de la page 99 de l'Essai de M. Rubel *"Marx contre le marxisme"* (Payot 1974) fait de cette citation un résumé qui rend plus intelligible et plus clair le génial et prophétique constat que fait Marx de la métamorphose fondamentale accompagnant le développement de la grande industrie et annonçant, entre autres, avec l'élimination de la force de travail immédiat de la grande production, l'ère de l'automatisation et de la robotisation.

Voici le résumé en question :

«...à mesure que la grande industrie se développe, la création de la richesse réelle dépend moins du temps et de la quantité de travail employés que l'action des facteurs mis en mouvement au cours du travail... Le travail est d'autant moins impliqué dans le processus de production que l'homme se comporte vis-à-vis de ce processus comme surveillant et régulateur... Il prend place à côté du processus de production, au lieu d'être son agent principal. Dans cette métamorphose, ce n'est plus sur le travail immédiat effectué par l'homme lui-même, ni sur le temps qu'il y passe, mais sur la récupération de sa propre force productive universelle, sur son

*intelligence de la nature et sur sa faculté de la dominer par son existence en tant que corps social : c'est, en un mot, et de toute évidence, sur le développement de l'individu social que la production et la richesse s'appuient, comme sur le maître-pilier... Dès que le travail a cessé d'être, sous sa forme immédiate, la grande source de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail de la masse a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, tout comme le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des forces générales du cerveau humain... Au libre épanouissement des individualités, à la réduction du travail nécessaire (...) correspond la culture artistique, scientifique, etc., des individus, grâce aux loisirs et moyens accordés à tous».*

(1) Rohentwurf, Moscou 1939-1944, Réed. photostatique, Berlin, 1953, p. 593.

(2) tome 2, pages 305 et 306).

(3) R. Girard, pages 195, 196 et 197.

### **Le capitalisme dans tous ses éclats**

le texte de cette conférence d'

**André Prime**

est disponible en une brochure de 44 pages

*prix franco, 25F.*

(suite de la page précédente)

(1) Editions *"La découverte-Essais"* Paris 1992.

(2) Même éditeur *"Cahiers libres"* 1988. Voir *"Capitalisme et tiers-monde"* GR n°889.

(3) Rapport de la Banque Mondiale du 16 décembre 1991.

(4) Chambre des représentants (1988) et Sénat des Etats-Unis (1990)

(5) Adam Smith *"La richesse des nations"* (1776)

(6) Rappelons qu'Alan Garcia rejeté, remplacé par Fujimori, mais toujours poursuivi par la vindicte des puissances financières, ne dut son salut qu'aux juges de la Cour Suprême péruvienne qui déclarèrent honnêtement son innocence.

(7) Voir *"Tiers-mondisme et spéculation"* GR n° 881.

A lire aussi, dans un tout autre registre :

### **Les palmiers d'Arzew**

par Georges Campos (\*)

L'auteur, lecteur assidu de la Grande Relève, pied noir de quatrième génération, instituteur en Algérie de 1949 à 1962, raconte la petite histoire, les faits divers, des anecdotes souvent drôles, la cohabitation des diverses communautés, le métier d'instituteur dans le bled, les erreurs et fautes du pouvoir politique tant central que colonialiste, le débarquement allié du 8 novembre 1942 et pour finir les années tragiques 1954-1962. C'est en bref l'Algérie de la première guerre mondiale à 1962.

L'ouvrage est empreint de la douce nostalgie d'un petit port de pêcheurs où il faisait bon vivre malgré les vicissitudes de la vie qui frappaient surtout les gens modestes.

(\*) Editions Edisud. En librairie 85 F

ou par commande à TAC Motifs- Editions. 06530 Spéra-cèdes (ajouter 15 F pour frais de port).

# Avaler les couleuvres...

par Gilbert Lasserre

Dans un précédent article, nous chantions la finesse d'un scrutin clair : non à l'Anglo-Amérique, mais oui à l'Europe. Jamais il n'a été question de privilégier le non par rapport au oui. Il ne faut pas se tromper de cible.

Ce n'est pas en quittant l'Europe aujourd'hui que l'agriculture française y trouvera son compte. C'est en avalant la couleuvre. Il y en a eu et y en aura d'autres. C'est avec l'Europe qu'on pourra revoir un jour tout le dossier. Jamais sans elle.

Il y a l'agriculture. Il y a aussi la monnaie. Il y a tout à revoir.

Mais en toute priorité, il faut exister, dût-on pendant les années de la longue marche se contenter de dénoncer fermement et de comptabiliser les coups reçus. Il n'est pas d'autre solution que de faire le gros dos aussi longtemps qu'on ne pourra pas faire autrement.

Le jour où l'on a fait entrer l'Angleterre, l'Angleterre éreintée par une monnaie féodale qu'elle a imposée au monde qui l'a saluée comme géniale, Angleterre qui ne conçoit d'Europe que gérée par ses seigneurs, il fallait mettre les drapeaux en berne. C'est cela qu'il faut comprendre. L'Angleterre sait bien qu'elle n'est pas au niveau de celle qui se tisse autour des Six de départ, auxquels s'accrocheront à la suite qui voudra et surtout qui pourra : une Europe à plusieurs vitesses autour d'un noyau dur France-Allemagne-Bénélux.

Confusément, on sent bien aujourd'hui que c'est la seule solution. Quand on étudie le coup, on en est sûr.

Avaler la couleuvre, c'est préserver l'avenir. Casser la baraque, c'est faire le jeu anglais. C'est ce qu'il faut comprendre. Le soja, ce sera pour plus tard.

Ce qui est désespérant, c'est que la majorité qui se dessine risque de ramener au pouvoir en France ceux par qui les problèmes sont arrivés, ceux qui avaient inventé les montants compensatoires (Chirac), ceux qui ont passé avec les Etats-Unis des accords léonins d'importation libre des sojas.

Ah ! Ils ont bonne mine nos européens de droite, flanqués des Pasqua et Séguin, affligeants capétiens qui se réclament de De Gaulle, et qui nous conduisent tout droit de Charybde en Scylla.

Ils ont simplement oublié que De Gaulle était un carolingien.

Toute la différence est là...

## associations et revues

\*

### G.L.E.D

*Groupe Liègeois pour l'Economie Distributive*  
a publié la brochure  
"Muter ou chuter"  
et diffuse livres et journaux  
distributistes en Belgique.  
L. Gosset, 21, rue Charles-Hansez  
4630 MICHEROUX  
Belgique

\*

### G.S.E.D.

*Groupe des Salariés pour l'Economie Distributive*  
11, rue St-Vincent-de-Paul  
13000 MARSEILLE

\*

### EDEN

*Equipes pour la Diffusion d'une Economie Nouvelle*  
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux  
38000 GRENOBLE

\*

### UNION PACIFISTE

4, rue L.-Hoche  
92100 BOULOGNE

\*

### CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy  
75015 PARIS

\*

### Résistance à l'agression publicitaire

61, rue Victor-Hugo,  
93500 PANTIN

\*

### CLUB DE L'AN 2000

contact : L. Gilot  
12/59, rue de Belfort  
92110 CLICHY

\*

\*

### ÉVASIONS

*publiée par l'Age du Verseau*  
"Pour une nouvelle  
conscience planétaire"  
103, Résidence Garderose  
33500 LIBOURNE

\*

### TRANSVERSALES Sciences/Culture

29, rue Marsoulan  
75012 PARIS

*pour son numéro spécial,  
Garantir le revenu*

*fait un prix pour les abonnés  
de la GR s'adressant  
au journal :100F, franco.*

\*

### FRAGMENTS

*Lettre mensuelle alternative  
de recherche créditiste*  
5, passage Fontaine-del-Sault  
59800 LILLE

\*

### TAM-TAM

33, rue de Rénipont  
1380 OHAIN  
Belgique

\*

### LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier  
92100 BOULOGNE

\*

### AGIR ICI

*pour un monde solidaire*  
17, place de l'Argonne  
75015 PARIS

\*

### A CONTRE-COURANT syndical et politique

4, rue des Iris  
52100 SAINT-DIZIER

\*

**L**a lecture de la Grande Relève m'a fait prendre conscience de l'importance des problèmes économiques et sociaux et de leurs solutions possibles par l'économie distributive.

Il est bien évident que celle-ci n'intéresse par les profiteurs de l'actuelle société de consommation, mais ceux qui souffrent de ses contradictions et supportent ses inégalités. Les défavorisés sont les plus nombreux, ils devraient admettre les idées de partage, de solidarité, de convivialité, mais ils ignorent nos propositions, parce que nous n'avons pas les moyens de les faire connaître, l'action individuelle paraît bien dérisoire.

La grande question qui se pose est de savoir comment et avec quels moyens nous pourrions répandre nos théories ? Il existe bien des organisations politiques et syndicales dites de gauche, qui prétendent vouloir changer la société au profit des déshérités, mais elles sont toujours animées par un esprit de compétition et de concurrence incompatible avec nos thèses. Si les grands médias, en particulier la puissante télévision, étaient véritablement au service de l'information, les Cavada ou François-Henri de

tion que d'inviter les distributistes à se regrouper, non pas pour former un parti dogmatique et intolérant, mais un mouvement dans lequel pourraient se retrouver ceux qui partagent nos points de vue afin de rechercher ensemble les meilleures actions pour faire progresser nos idées.

R.G., Tonnay-Charente

\*\*\*

**L**a politique n'a pas chômé l'an dernier dans les universités d'été, qui instauraient des débats publics et laissaient aux tacticiens et autres stratèges de cette branche le soin de cogiter en vue des élections futures. Divers thèmes débattus : écologie, économie, emploi, social, sans oublier Maastricht. En tant que citoyen-électeur, je me permets de formuler quelques observations choisissant comme intitulé, celui du fameux film "Touchez pas au grisbi" ! Pourquoi ce choix ? Parce que l'absence de véritables débats sur la mythique monétaire m'y conduit naturellement. Aucun ténor de la politique n'a souligné, de façon claire et précise, le rôle et la finalité incontournables de la monnaie, en tant que pouvoir d'achat des masses, c'est-à-dire des consommateurs. Aucun tribun, mis à part quelques "distributistes", cartésiens, clairvoyants et courageux, n'a mis en évidence les contradictions internes et insurmontables de l'économie vénale, face au gigantisme de ses moyens de production, en même temps que ses impératifs besoins de destruction, en vue de la réalisation de toujours plus de profit financier. Occulter ces contradictions, c'est rester dans la quadrature du cercle, excluant le changement de société, inscrit dans les faits. D'autre part, si la vie est un souffle qui fait bouger le monde, n'est-ce pas manquer d'air que de se cantonner dans une sorte de fixisme opposé à l'évolution naturelle des choses, ainsi qu'aux conséquences d'une révolution technologique sans précédent ? N'est-ce pas se tromper de siècle ?

**L'écologie** : ce thème d'actualité

mérite également quelques réflexions. Dans une France défigurée, écologiquement massacrée, la défense de l'écosystème devient l'une des préoccupations majeures de gens conscients et résolus à inverser la spirale, afin d'empêcher que l'irréparable ne se produise, ceci par la main de l'homme, à savoir : la disparition, à terme, de toute vie sur la planète. Là encore, le même Rubicon reste à franchir, car peut-on protéger l'écosystème, sauvegarder la nature, en conservant les structures d'une économie vénale destructrice ? Non. L'incompatibilité est totale, l'antagonisme permanent, la finalité prévisible. C'est pourquoi, sans transformation des principes monétaires, polluer et dépolluer resteront des sources d'énormes profits, alimentant la pompe à finance ! Laissant les défenseurs de la nature "gros-jean comme devant" ! Libres de croire qu'ils sauveront les meubles... tandis que la maison brûle !

**La crise** : quant à la crise économique, générant mévente, faillite, misère, haine et violence, le refus d'un véritable changement de société n'a en fait d'autre cause que "touchez pas au grisbi", ce moyen d'échange dévoyé, empêchant toute solution rationnelle des problèmes vitaux de notre temps.

E.B., Le Pellerin

\*\*\*

**J**e vous transmets les vers suivants, les "vers d'or" de l'Ecole de Pythagore (VIe siècle avant J.C.) qui stigmatisent curieusement notre époque :

Les hommes sont les auteurs des maux qui les accablent.

Ils passent sans le voir, ni l'entendre, à côté du bonheur, impuissants à s'évader d'un destin qu'ils déplorent".

Souhaitons que notre avenir démente cette conclusion pessimiste, puisque de nos jours, nous possédons de fabuleuses richesses matérielles.

J.E., Marseille

**Un lecteur nous signale un moyen qui est à la portée de tous pour faire connaître nos thèses par l'intermédiaire des médias classiques : RTL donne la parole à tous les auditeurs, donc à vous si vous voulez, tous les jours entre 13.30 et 14 heures.**

Virieu nous inviteraient dans leur émission, "la Marche du Siècle" ou "l'Heure de Vérité". A notre époque, c'est le moyen le plus efficace pour se faire connaître et lancer le débat. Alors s'il n'est pas possible de compter sur les organisations existantes, ni sur les grands médias, que pouvons-nous faire ? Je m'interroge souvent à ce sujet, il me semble qu'il n'y a pas d'autre solu-

## ◇ **Pour faire réfléchir autour de vous:**

\* *la réédition d'un livre plein d'humour de Jacques DUBOIN :*

### **KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance**

écrit en 1935, dans un style caustique pour dénoncer (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F franco)..

(L'autre réédition, que nous avons faite en 1981, "*Les yeux ouverts*" est épuisée).

\* *une brochure à faire lire :*

### **L'ECONOMIE LIBÉRÉE**

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques. (22 F l'une, franco)

## ◇ **Pour votre réflexion personnelle, un roman :**

### **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails.

(Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

## ◇ **Pour animer une discussion :**

### **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**

le texte d'une conférence d'André PRIME

- en une brochure rédigée dans le style de la conversation, (36 pages, 20 F, franco),

- sur une cassette audio enregistrée pour vous servir d'introduction quand vous voulez amener quelques amis à discuter (durée 50 minutes, prix 70 F avec la brochure, franco).

## ◇ **Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :**

### **L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS**

un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions, (16 pages, 25 F franco).

***Tous ces documents peuvent être commandés au journal.***

***Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à  
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris***